

CABINET B&P

16 rue du Dèvès - 34820 TEYRAN
Port 06 03 02 78 73 - Tel 09 87 51 90 46

A.R.E.D.
« LA CEZARENQUE »

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025
Assemblée générale du 29 mai 2026

- Rapport sur les comptes annuels

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'ARED la Cézarenque,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ARED la Cézarenque, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées en annexe « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

B&P

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- La note 4 de l'annexe aux comptes annuels, relate les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06.
- La note 6 de l'annexe, relative aux résultats des activités sous contrôle des tiers financeurs, informe de leur caractère provisoire, dans l'attente des décisions des administrations de contrôle concernées.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, en référence à son environnement réglementaire, nous nous sommes assurés de la mise en œuvre des préconisations comptables applicables aux « gestions conventionnées ». Par ailleurs, nous avons examiné l'affectation définitive des résultats des exercices précédents des « gestions conventionnées », tel que constatées dans les comptes annuels.
- Les principales estimations comptables sont présentées dans les notes de l'annexe. Nous avons examiné la cohérence globale des différents traitements y afférents.
- Concernant la présentation d'ensemble des comptes, nous vous précisons que les comptes soumis à votre examen sont présentés conformément aux règles et méthodes comptables généralement admises, après les regroupements et tous les retraitements appropriés. Toutefois, la présentation n'est pas totalement conforme au règlement ANC 2022-06.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

RPD

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Teyran, le 18 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes

Cabinet B&P



Béatrice Pouzancre Parent

Annexe :
Description détaillée des responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des
comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	30 463	6 490	23 973	27 218
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	152 393		152 393	152 393
Constructions	10 026 699	2 646 430	7 380 270	2 386 960
Installations techniques, matériel et outillage	1 706 189	1 237 744	468 446	400 801
Autres immobilisations corporelles	2 029 163	1 216 973	812 191	540 696
Immo. corp. en cours, avances et acomptes	5 853		5 853	5 386 992
BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées	570		570	550
Autres immobilisations financières	7 789		7 789	9 037
<u>TOTAL I</u>	<u>13 959 121</u>	<u>5 107 636</u>	<u>8 851 484</u>	<u>8 904 647</u>
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements	129 152		129 152	122 454
En-cours de production (B & S)	7 838		7 838	6 870
Marchandises	128 874		128 874	109 909
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	470 691		470 691	525 106
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	155 725		155 725	273 740
Charges constatées d'avance	102 686		102 686	64 465
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	1 149 665	4	1 149 661	1 430 438
Disponibilités	2 521 806		2 521 806	1 761 450
<u>TOTAL II</u>	<u>4 666 437</u>	<u>4</u>	<u>4 666 433</u>	<u>4 294 431</u>
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<u>TOTAL III</u>				
TOTAL DE L'ACTIF	18 625 558	5 107 640	13 517 918	13 199 078

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	2 444 284	2 425 214
Autres réserves	331 844	331 844
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	254 315	261 168
Report à nouveau propre	1 581 097	1 523 682
Résultat de l'exercice	-100 009	69 633
SITUATION NETTE	4 511 531	4 611 540
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	2 314 028	2 075 356
Provisions réglementées	1 166 628	1 148 182
<u>TOTAL I</u>	<u>7 992 187</u>	<u>7 835 078</u>
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	279 609	290 325
<u>TOTAL II</u>	<u>279 609</u>	<u>290 325</u>
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	160 843	172 870
<u>TOTAL III</u>	<u>160 843</u>	<u>172 870</u>
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 959 900	3 134 687
Emprunts et dettes financières diverses	7 422	5 638
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	183 102	164 335
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	866 947	857 813
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 175	446 620
Autres dettes	64 732	291 712
Produits constatés d'avance		
<u>TOTAL IV</u>	<u>5 085 279</u>	<u>4 900 805</u>
COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL DU PASSIF	13 517 918	13 199 078

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	60	90	-30
Ventes de Biens et services	1 372 842	1 203 850	168 992
Production stockée	23 333	-45 666	68 999
Production immobilisée	1 447		1 447
Concours publics et subventions	4 719 799	4 658 241	61 558
Ressources liées à la générosité du public	500		500
Contributions financières	13 030		13 030
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	14 426	16 424	-1 997
Utilisation des fonds dédiés	30 716	29 573	1 143
Autres produits	83 788	124 297	-40 509
Produits d'exploitation	6 259 943	5 986 809	273 134
Achats de marchandises	77 179	85 683	-8 505
Variation de stock de marchandises	3 400	1 967	1 433
Achats de matières premières	640 855	565 428	75 427
Variation de stock de matières premières	-6 699	23 684	-30 382
Autres achats et charges externes	800 248	742 785	57 463
Aides financières			
Impôts et taxes	226 835	226 212	623
Salaires et Traitements	2 741 429	2 784 910	-43 481
Charges sociales	1 152 665	1 121 671	30 994
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	507 881	354 202	153 679
Dotations aux provisions			
Report en fonds dédiés	20 000	110 747	-90 747
Autres charges	60 859	5 116	55 744
Charges d'exploitation	6 224 652	6 022 405	202 246
RESULTAT D'EXPLOITATION	35 291	-35 597	70 888
Produits financiers	44 343	49 174	-4 831
Charges financières	140 421	64 031	76 391
Résultat financier	-96 079	-14 857	-81 222
RESULTAT COURANT	-60 788	-50 453	-10 334
Produits exceptionnels	1 343	248 680	-247 338
Charges exceptionnelles	31 922	121 409	-89 488
Résultat exceptionnel	-30 579	127 271	-157 850
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	8 643	7 185	1 458
EXCEDENT OU DEFICIT	-100 009	69 633	-169 642
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- **Règles et méthodes comptables**
- **Analyse des résultats**
- **Résultats administratifs**
- **Analyse des reports à nouveau**
- **Tableau des immobilisations**
- **Tableau des amortissements**
- **Tableau des fonds propres**
- **Tableau des réserves et provisions**
- **Valeurs mobilières de placement**
- **Suivi des fonds dédiés**
- **Suivi des subventions d'investissement**
- **Etat des créances et dettes**
- **Produits à recevoir**
- **Charges à payer**
- **Charges et produits constatés d'avance**
- **Charges et produits exceptionnels**
- **Engagements financiers**
- **Concours publics et subventions**
- **Honoraires de commissariat aux comptes**

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social de l'entité

L'association a pour objet la gestion des établissements médico-sociaux qu'elle a créés :

- L'ESAT « La Cézarenque » à Concoules »,
- Le foyer d'hébergement "La Cézarenque" à Génolhac,
- Le foyer de vie "Les Chambons" à Concoules,
- Le SAVS « Les Hortensias » à Génolhac
- et toutes actions à caractère social.

Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

Dans le cadre de la gestion de l'ESAT et en respect de la loi du 11 février 2005, l'ARED est chargée d'offrir des possibilités d'activités diverses à caractère professionnel aux personnes handicapées dont les capacités de travail ne leur permettent pas, momentanément ou durablement, de travailler dans une entreprise ordinaire ou dans une entreprise adaptée, et de mettre en œuvre ou de favoriser l'accès à des actions d'entretien des connaissances, de maintien des acquis scolaires et de formation professionnelle ainsi que des actions éducatives d'accès à l'autonomie et d'implication dans la vie sociale. En outre dans le cadre de la gestion des foyers d'hébergement, l'ARED a pour mission l'hébergement et l'accompagnement des adultes en situation de handicap qui exercent une activité professionnelle.

Description des moyens mis en œuvre

Pour réaliser ses missions l'ARED s'appuie sur des dispositifs humains et structurels.

Autour du président, un conseil d'administration et un bureau définissent la politique mise en œuvre par une direction et 4 cadres intermédiaires. Toute cette équipe anime un effectif moyen de 49 personnes sur l'année encadrant un effectif de 90 travailleurs handicapés.

Pour réaliser ses missions l'ESAT dispose de 4 250 m² d'ateliers, les deux foyers couvrent 1 750 m² de chambres pour les résidents et enfin le SAVS bénéficie de 2 750 m² de logements.

Un plan d'investissement à 5 ans permet de maintenir ces infrastructures en état de bon fonctionnement.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

2/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du 5/
- Indépendance des exercices

3/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels et autres immobilisations incorporelles	3 à 10 ans
- Constructions (composants)	8 à 100 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 20 ans
- Matériel et outillage	2 à 60 ans
- Matériel de transport	5 à 12 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
- Mobilier	2 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

4/ Changement de méthode comptable :

La première application du règlement ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable. L'association applique une méthode prospective, le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

En application de l'obligation prévue par le nouveau règlement, les changements induits sont les suivants :

- Les postes de transferts de charges sont supprimés. Les opérations précédemment affectées dans ces comptes sont désormais comptabilisées en produits de refacturation, en produits d'indemnité d'assurance ou en déduction des charges qu'ils compensent, selon la nature de l'opération.
- L'utilisation des comptes de produits et charges exceptionnels est strictement limitée aux opérations liées à un " événement majeur et inhabituel ".

Comparatif difficile sur certains comptes.

5/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n°2022-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 4 Novembre 2022 modifiant le règlement n°2014-03 de l'ANC du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.
- de l'arrêté du 27 Décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Gestion contrôlée : Présentation

6/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Engagements en matière de retraite

7/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits accumulés avec projection salariale (progression 2 %) majorée des charges sociales. Il a été retenu un taux d'actualisation de 3,96 %, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés en annexe des comptes de l'entité.

Conformément à l'avis de la Commission des études comptables de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes EC-RT 2020-36 relatif au traitement comptable des crédits accordés par l'autorité de tarification pour le financement des indemnités de fin de carrière, les fonds accordés à l'association à ce titre ont été comptabilisés en report à nouveau compte 11592300 pour 22 418,25 Euros, en excédents affectés aux mesures d'exploitation compte 11503641 pour 377 816,17 Euros.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

8/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant

A/ Arrêt des aides de la P.A.C. en 2025, perçu 30 510 Euros en 2024.

B/ Arrêté du 25/08/2025 : compensation par l'Etat des cotisations payées par les établissements et services d'accompagnement par le travail au titre de la couverture collective à adhésion obligatoire en matière de remboursements complémentaires de frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident, prévue à l'article L. 344-2-10 du code de l'action sociale et des familles. Montant de la compensation = 50 % des prestations payées soit : 71 390 Euros / 2 = 35 695 Euros. Lors des exercices précédents prise en charge de la mutuelle à 100 % par l'E.S.A.T.

C/ Projet rénovation / reconstruction des Foyers :

Rappel 2023 : Opération bénéficiant de la T.V.A. à taux réduit 5,5%.

- En pratique récupération de la T.V.A. à 20 % sur les factures des travaux lors de l'opération et reversement 2 ans maximum après la livraison du bien de la T.V.A. à 5,5 %.
- Constatation de la T.V.A. collectée tout au long de l'opération, dette fin 2025 = 353 K Euros.

Mise en service en Février 2025 = 5 190 K Euros

Déblocage du solde de l'emprunt pour 950 802 Euros

Total du financement par subvention = 1 769 007 Euros

A suivre en 2026 : Versement du solde de la subvention du C.D. 30 avec la validation de tous les travaux.

ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE		47 921,86		
E.S.A.T. - B.P.A.S.				19 961,34
E.S.A.T. - B.A.P.C.		41 051,64		
FOYERS				55 489,02
RESIDENCE HORTENSIA			64 414,51	
TOTAUX		88 973,50	64 414,51	75 450,36

RESULTATS ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE MESURE EXPLOITATION ET RESERVE COMPENSATION AMORT.	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
B.P.A.S.	-19 961,34	19 599,12	18 551,00	18 188,78
FOYERS	-55 489,02	29 429,06	-11 933,00	-37 992,96
RESIDENCE HORTENSIA	64 414,51	4 775,50	2 034,00	71 224,01
TOTAUX	-11 035,85	53 803,68	8 652,00	51 419,83

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
GESTION PROPRE	356 231,36			
B.A.P.C.		36 249,60		
R.A.N. A.N.C. 2018-06 :				
GESTION PROPRE	657 534,87			
B.A.P.C.	73 375,42			
B.P.A.S.	175 427,63			
FOYERS	208 741,69			
R.H.	146 036,01			
CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE :				
CONGES PAYES				225 619,99
RETRAITE			22 418,25	
DEFICIT 2019 EN ATTENTE R.H.				11 090,03
R.A.N. ACTIVITES M.S. B.P.A.S.			8 939,83	
R.A.N. AFFECTES AUX MESURES D'EXPLOITATION :				
EVALUATION FOYERS			3 374,21	
EVALUATION B.P.A.S.			30 000,00	
FORMATIONS FOYERS			5 978,26	
FORMATIONS B.P.A.S.			12 150,00	
PROJETS DIVERS FOYERS			14 288,00	
RETRAITE B.P.A.S.			215 902,32	
RETRAITE FOYERS			131 707,11	
RETRAITE R.H.			30 206,74	
REPRISE MESURE EXPLOIT. 2025			1 611,86	
REPRISE INDEMNITE RETRAITE			14 448,45	
TOTAUX	1 617 346,98	36 249,60	491 025,03	236 710,02

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	30 463,35				30 463,35
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	30 463,35				30 463,35
Terrains	152 393,39				152 393,39
Constructions sur sol propre	4 061 741,07	122 112,80	112 003,76	5 111 982,64	9 183 832,75
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	825 069,94	27 969,14	10 172,62		842 866,46
Install. techniques, Matériel et outillage	1 615 830,45	159 723,82	69 364,91		1 706 189,36
Install. générales, agencements divers					
Matériel de transport	486 746,34				486 746,34
Matériel de bureau et informatique	180 768,72	54 205,14	15 647,82		219 326,04
Mobilier	193 899,67	91 364,64		275 009,19	560 273,50
Autres immobilisations corporelles	771 490,35		8 672,93		762 817,42
Immobilisations corporelles en cours	5 111 982,64	5 852,50		-5 111 982,64	5 852,50
Avances et acomptes	275 009,19			-275 009,19	
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	13 674 931,76	461 228,04	215 862,04		13 920 297,76
Participations et créances rattachées	550,00	20,00			570,00
Autres titres immobilisés	7 005,45	188,40			7 193,85
Prêts et autres immob. financières	2 031,43		1 435,79		595,64
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	9 586,88	208,40	1 435,79		8 359,49
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	13 714 981,99	461 436,44	217 297,83		13 959 120,60

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions Ajustement	Dotation Exception.	Régul. Exercice antérieur	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement						
Autres immobilisations incorporelles	3 245,04	3 245,04				6 490,08
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	3 245,04	3 245,04				6 490,08
Aménagement terrains						
Constructions sur sol propre (a) Dépréciation	1 913 408,44 11 653,84	234 436,23	95 899,70 2 398,85	9 189,07	-20 218,08	2 040 915,96 9 254,99
Constructions sur sol d'autrui						
Installations générales, agencements des constructions	574 788,69	31 053,14	10 172,62	589,44		596 258,65
Install. techniques, Matériel et outillage	1 215 029,89	89 724,48	69 364,91	2 354,30		1 237 743,76
Install. générales, agencements divers						
Matériel de transport	301 875,61	43 557,00				345 432,61
Matériel de bureau et informatique	118 705,92	27 337,14	15 985,30			130 057,76
Mobilier	39 092,31	54 157,25				93 249,56
Autres immobilisations corporelles	632 535,42	24 370,25	8 672,93			648 232,74
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	4 795 436,28	504 635,49	200 095,46	12 132,81		5 091 891,04
TOTAL DEPRECIATIONS (a)	11 653,84		2 398,85			9 254,99
TOTAL AMORTISSEMENTS	4 798 681,32	507 880,53	200 095,46	12 132,81		5 098 381,12
TOTAL	4 810 335,16	507 880,53	202 494,31	12 132,81		5 107 636,11

TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre	331 843,93				331 843,93
Réserves gestion contrôlée	2 425 213,86	19 069,91			2 444 283,77
Report à nouveau gestion propre	1 523 681,78	57 415,60			1 581 097,38
Report à nouveau gestion contrôlée	261 167,81	-6 852,80			254 315,01
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	57 415,60	-57 415,60		88 973,50	-88 973,50
Gestion contrôlée	12 217,11	-12 217,11	64 414,51	75 450,36	-11 035,85
SITUATION NETTE	4 611 540,09	0,00	64 414,51	164 423,86	4 511 530,74
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 075 355,89		335 863,97	97 191,62	2 314 028,24
Provisions réglementées	1 148 181,78		19 788,75	1 342,72	1 166 627,81
TOTAL FONDS PROPRES	7 835 077,76	0,00	420 067,23	262 958,20	7 992 186,79

TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	1 072 416,31			1 072 416,31
- Trésorerie	332 925,70			332 925,70
- Compensation des déficits	123 439,66			123 439,66
- Compensation des amortissements	896 432,19	123 067,32	103 997,41	915 502,10
Autres réserves	331 843,93			331 843,93
TOTAL RESERVES	2 757 057,79	123 067,32	103 997,41	2 776 127,70
Couverture du B.F.R.	74 535,46			74 535,46
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires	6 810,12		1 342,72	5 467,40
Autres provisions réglementées	1 066 836,20	19 788,75		1 086 624,95
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	1 148 181,78	19 788,75	1 342,72	1 166 627,81
Provisions pour litiges				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (E.S.A.T.)				
Provisions pour départ retraite				
Provisions pour grosses réparations	172 870,45		12 027,53	160 842,92
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	172 870,45		12 027,53	160 842,92
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles	11 653,84		2 398,85	9 254,99
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours				
- Comptes clients et usagers				
- Valeurs Mobilières de Placement	622,31		618,42	3,89
TOTAL DEPRECIATION	12 276,15		3 017,27	9 258,88
TOTAL PROVISIONS	1 333 328,38	19 788,75	16 387,52	1 336 729,61

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
CAPI PREDICA	979 583,62	27 428,35	7 346,89	999 665,08
OBLIGATIONS CASA - DIVERSES	200 000,00		50 000,00	150 000,00
OBLIGATIONS 15-25 TSR 2,80 %	250 000,00		250 000,00	0,00
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES	1 429 583,62	27 428,35	307 346,89	1 149 665,08

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
CAPI PREDICA	999 665,08	999 665,08		
OBLIGATIONS CASA - DIVERSES	150 000,00	150 774,37	778,26	3,89
PLUS ET MOINS VALUES LATENTES	1 149 665,08	1 150 439,45	778,26	3,89

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
OBLIGATIONS CASA - DIVERSES				521,94
OBLIGATIONS 15-25 TSR 2,80 %				96,48
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE	0,00	0,00	0,00	618,42

SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
			A	B	C	D=A+B-C
<u>Contributions financières autorités de tarification</u>						
Crédits A.R.S. / travaux	134 117,08	64 199,85		8 573,76	55 626,09	
Crédit A.R.S. / FAT E.S.A.T	68 000,00	61 200,00		6 800,00	54 400,00	
Crédit A.R.S. / Soutien Invest.	100 000,00	100 000,00		1 484,46	98 515,54	
C.N.R. 20218 Stagiaires	5 014,00	4 016,80		1 444,00	2 572,80	
Solde Formations	14 000,00	9 665,60			9 665,60	9 665,60
Qualité de Vie au Travail	12 000,00	12 000,00			12 000,00	12 000,00
Contractualisation - coop.	8 496,00	8 496,00			8 496,00	8 496,00
Sous-total :	341 627,08	259 578,25		18 302,22	241 276,03	30 161,60
<u>Subventions d'exploitation</u>						
F.I.R. / Autres Reg Art SOLIDEL	14 207,00 20 000,00	10 747,14	20 000,00	10 747,14	20 000,00	
Sous-total :	34 207,00	10 747,14	20 000,00	10 747,14	20 000,00	
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>						
Crédit Agricole - Travaux	20 000,00	20 000,00		1 666,67	18 333,33	
Sous-total :	20 000,00	20 000,00		1 666,67	18 333,33	
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Sous-total :						
Total	395 834,08	290 325,39	20 000,00	30 716,03	279 609,36	30 161,60

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D=A+B-C
Subvention F.M.I.S. 2022 - D.U.I.		69 053,37		69 053,37
Subvention Alès Agglomération	7 316,96			7 316,96
C.D.30 - Rénovation Foyers et R.H.	2 005 901,27	54 680,60		2 060 581,87
C.D.30 - Mobilier Foyers et R.H.	87 870,00	212 130,00		300 000,00
TOTAL	2 101 088,23	335 863,97		2 436 952,20
TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D=A+B-C
Subvention F.M.I.S. 2022 - D.U.I.		10 707,65		10 707,65
Subvention Alès Agglomération	3 135,84	1 045,28		4 181,12
C.D.30 - Rénovation Foyers et R.H.	15 070,99	52 856,33		67 927,32
C.D.30 - Mobilier Foyers et R.H.	7 525,51	32 582,36		40 107,87
TOTAL	25 732,34	97 191,62		122 923,96

ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		595,64		595,64	
Débiteurs et comptes rattachés		470 690,68	470 690,68		
Autres créances		155 724,32	155 724,32		
Charges constatées d'avance		102 686,22	35 721,88	33 482,17	33 482,17
TOTAL CREANCES		729 696,86	662 136,88	34 077,81	33 482,17
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes élab. de crédit (2)		3 959 900,35	120 024,06	357 431,09	3 482 445,20
Emprunts et dettes financières diverses (1)		7 422,00	7 422,00		
Fournisseurs et comptes rattachés		183 101,82	183 101,82		
Dettes fiscales et sociales		866 947,20	513 622,18	353 325,02	
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés		3 175,10	3 175,10		
Autres dettes		64 732,17	64 732,17		
Produits constatés d'avance					
TOTAL DETTES		5 085 278,64	892 077,33	710 756,11	3 482 445,20
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		950 801,56		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		127 339,17		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		3 959 900,35		

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	18 449,77
4. Autres créances	18 425,08
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	
TOTAL	36 874,85

CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 790,00
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 613,58
6. Dettes fiscales et sociales	248 964,00
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	32 475,04
TOTAL	347 842,62

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	102 686,22
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
TOTAL	102 686,22
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
TOTAL	

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements et provisions	31 921,56
TOTAL	31 921,56
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	
Reprises sur provisions	1 342,72
TOTAL	1 342,72
<u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u>	
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELLE	12 132,81
DOT. PROV. RGLT. / PRODUITS FINANCIERS	19 788,75
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>	
REPRISES AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	1 342,72

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
<ul style="list-style-type: none"> . Effets escomptés non échus . Avals et cautions donnés . Autres engagements donnés <ul style="list-style-type: none"> - Affectation hypothécaire - Nantissement matériel - Redevances de crédit-bail - Engagements en matière de retraite 	240 014,00
TOTAL	240 014,00

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
<ul style="list-style-type: none"> . Plafonds de découverts autorisés . Avals et cautions reçus <ul style="list-style-type: none"> Département du Gard à hauteur de 50% principal et intérêts sur emprunt travaux de rénovation des Foyers . Autres engagements reçus <ul style="list-style-type: none"> - Biens reçus en crédit-bail 	3 019 159,92
TOTAL	3 019 159,92

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics	
À la charge de l'Assurance maladie	1 394 397,48
À la charge de l'État	1 179 487,62
À la charge du Département	1 926 861,93
À la charge des Caisses d'Allocations Familiales	
À la charge d'autres financeurs	11 860,73
. Subventions d'exploitation	
Union Européenne	
État	20 000,00
Région	
Département	90 000,00
Collectivités territoriales	
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
. Subventions d'investissement	
Union Européenne	
État	69 053,37
Région	
Département	266 810,60
Collectivités territoriales	
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
TOTAL	4 958 471,73

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2025	13 168,45		13 168,45
TOTAL	13 168,45		13 168,45